



Arrêt

n° 285 296 du 24 février 2023
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. DE BROUWER
Avenue Louise 251
1050 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 décembre 2021, par M. X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prise le 20 octobre 2021.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 25 octobre 2022 convoquant les parties à l'audience du 18 novembre 2022.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, le requérant assisté par Me A. DE BROUWER, avocat, et Me A. PAUL *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant, né en 1987, déclare être arrivé en Belgique en 2009. Après avoir été intercepté en France, il a fait l'objet d'un accord de réadmission le 22 novembre 2010.

1.2. Le 14 décembre 2009, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, qui a été déclarée sans objet le 24 août 2012.

1.3. Le 27 novembre 2010, la partie requérante s'est mariée avec Mme [X.], de nationalité belge.

Un premier enfant du couple, [R.], est né le 22 décembre 2010.

Le 3 décembre 2010, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en tant que conjoint de Belge, qui a été acceptée. Le 5 mai 2011, il a été mis en possession d'une carte de séjour de type F. Le 6 juillet 2017, il a introduit une demande de séjour permanent, à laquelle il semble avoir été fait droit.

Un second enfant, [A.], est né le 21 octobre 2013.

Le 16 novembre 2015, le requérant a été arrêté pour des faits de détention illicite de stupéfiants. Il sera placé sous mandat d'arrêt le lendemain, et ensuite condamné pour des faits commis entre le mois de décembre 2009 et le mois de novembre 2015 dans le cadre d'une participation active à un trafic de cocaïne et d'héroïne, dans lequel il a été dirigeant, en première instance, le 11 mai 2016, à une peine de quatre ans d'emprisonnement avec sursis durant cinq ans pour ce qui excède le quart de la peine et, en appel, le 25 octobre 2016, à une peine de sept ans d'emprisonnement, à une interdiction des droits civiques durant dix ans ainsi qu'à une confiscation.

Les époux se sont séparés en 2017. Ils ont divorcé et, en octobre 2018, Mme [X.] a déposé plainte contre la partie requérante du chef d'attentat à la pudeur sur leurs deux enfants communs. Cette plainte a toutefois été classée sans suite pour défaut de charges suffisantes.

1.4. En date du 16 avril 2019, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de fin de séjour (annexe 21), pour des raisons d'ordre public. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été rejeté par le Conseil de céans par un arrêt n° 230 107 du 12 décembre 2019.

1.5. Le 24 septembre 2019, le Tribunal de l'application des peines lui a accordé la libération conditionnelle.

1.6. Le 4 octobre 2019, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en sa qualité de père d'un enfant belge. Le 4 mars 2020, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 20). Le recours introduit contre cette décision a été rejeté par un arrêt n° 247 479 prononcé par le Conseil de céans le 14 janvier 2021.

1.7. Le 22 avril 2021, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en tant que père d'un enfant belge, à savoir [A.]. A l'appui de cette demande, la partie requérante a communiqué un courrier de son conseil, accompagné d'un dossier de pièces.

Cette demande a été complétée le 16 juillet 2021.

Le 20 octobre 2021, statuant sur cette demande, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« □ l'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ;

Le 22.04.2021, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité de père de [A.] (NN : 13.[...]), de nationalité belge, sur base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cependant, la personne concernée s'est rendue coupable des faits suivants :

- Stupéfiants : détention, vente, offre en vente constituant un acte de participation en qualité de dirigeant à l'activité principale ou accessoire d'une association.*
- Stupéfiants : détention, vente, offre en vente constituant un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association.*
- Faux en écritures, par un particulier, et usage de ce faux.*

Dans un jugement du 25/10/2016 rendu par la Cour d'appel de Bruxelles, l'intéressé a été condamné pour ces faits à :

- un emprisonnement 7 ans,*
- une interdiction des droits visés à l'art.31 du C.P. pendant 10 ans,*

- une confiscation.

Ces éléments permettent de conclure que le comportement de la personne concernée est une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société permettant l'application de cet article 43.

Vu le comportement affiché par l'intéressé, vue l'évolution de son parcours de délinquant, vue la durée de la période infractionnelle durant laquelle les faits incriminés ont été commis et ce, sans preuve qu'il se soit amendé ;

En l'espèce, afin d'évaluer le fait que le comportement de l'intéressé représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave comme l'impose l'article 45 de la loi du 15/12/1980 il a été tenu compte des éléments suivants :

Il y a tout d'abord lieu de constater une certaine constance et une répétition dans la durée des faits dont l'intéressé s'est rendu coupable sur une période assez longue. Le jugement mentionne supra fait en effet mention d'une période infractionnelle allant du 1^{er} décembre 2009 au 17 novembre 2015. Un tel comportement ne permet pas de considérer que l'intéressé s'est amendé, au contraire il démontre comme l'indique le jugement précité « l'incrustation du prévenu dans ce type de trafic ». Par ailleurs, il convient de souligner l'évolution du comportement criminel de l'intéressé tout au long de ces années. Il a en effet débuté sa carrière délinquante comme vendeur pour terminer comme dirigeant d'une organisation criminelle spécialisée dans le trafic de cocaïne et d'héroïne. Afin d'évaluer le caractère réel et actuel de la menace que représente le comportement du requérant il a été tenu compte de la gravité des faits dont s'est rendu coupable l'intéressé révélant un total mépris à l'égard de la santé d'autrui que la consommation de drogues est de nature à altérer gravement et ce, dans le seul but de s'enrichir. Il a également été tenu compte des répercussions sociétales du trafic de drogue qui représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne, ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des Etats membres. C'est une atteinte grave à la sécurité publique en ce que la diffusion des stupéfiants représente un fléau social mettant en danger une population généralement jeune et/ou fragile, souvent entraînée de surcroît dans une délinquance périphérique aux fins d'acquisition.

Il a également été tenu compte de la gravité de la peine à laquelle il a été condamné à savoir, 7 ans d'emprisonnement ferme.

En conséquence, sa demande est refusée pour des motifs d'ordre public.

Concernant les facteurs d'intégration sociale et culturelle, de santé, d'âge et de la situation familiale et économique de la personne concernée, de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine et la durée de son séjour requises à l'article 43 §2:

Considérant la durée de son séjour, l'intéressé a introduit, le 11 décembre 2009, une demande sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Il s'agit là de la première fois que sa présence est signalée sur le territoire. Cette demande a été déclarée sans objet le 24 août 2012 car, entretemps, il a été mis en possession d'une carte F en qualité de conjoint d'une citoyenne belge.

Par ailleurs, il ressort des attendus de la condamnation précitée qu'il a commis les infractions y relatives du 1^{er} décembre 2009 au 17 novembre 2015. Des lors, il n'a pas démontré avoir mis à profit la durée de son séjour sur le territoire belge pour s'intégrer.

Considérant les éléments produits relatifs à sa situation économique, la circonstance que l'intéressé a suivi avec succès plusieurs formations et qu'il présente un contrat de travail à durée indéterminée n'est pas suffisante en l'espèce. En effet, même si ces différentes démarches entreprises sont primordiales, aussi bien pour son bien-être personnel que pour sa réinsertion dans la société, de telles expériences professionnelles et formations suivies peuvent être utiles ailleurs qu'en Belgique. Elles ne signifient cependant pas que le risque de récidive est définitivement exclu dans son chef et qu'il ne représente plus un danger pour celle-ci. Elles ne peuvent non plus permettre de minimiser l'extrême gravité des faits pour lesquels il a été condamné, attestée à suffisance par la lourde peine prononcée à son encontre.

Considérant que l'intéressé n'a produit aucun élément relatif à son état de santé, son âge, son intégration sociale et culturelle.

Considérant qu'il n'a pas apporté la preuve de l'existence d'une relation de dépendance entre lui-même et ses enfants tel qu'un droit de séjour dérivé devrait lui être reconnu (arrêt de la CJUE du 08/05/2018 - Affaire C-82/16).

En effet, rien dans le dossier administratif ne permet de conclure à l'existence d'une dépendance entre l'intéressé et ses enfants empêchant son éloignement temporaire du territoire belge et ce, tout en tenant compte de l'intérêt supérieur de ses enfants et des circonstances particulières telles que leur âge, leur développement physique et émotionnel, le degré de relation affective avec chacun des parents et du risque que la séparation engendrerait pour leur équilibre. Au contraire, par son comportement et la condamnation en découlant, il a du également quitter le domicile conjugal pendant une longue période. Ainsi, les enfants de l'intéressé ont appris à vivre sans sa présence depuis leur plus jeune âge et ont dû venir le voir en milieu carcéral. Un retour dans son pays ne représentera pas pour ses enfants un obstacle insurmontable, vu le peu de vie commune (depuis leur plus jeune âge), vu l'habitude de voir leur père par intermittence et vu leur jeune âge.

A cet égard, il convient de relever que, depuis sa libération conditionnelle intervenue à la suite du jugement du Tribunal d'application des peines du 24/09/2019, l'intéressé rencontre ses enfants dans le cadre de visites encadrées a raison de deux fois par mois (depuis une 17/12/2020, avant cette date, l'intéressé rencontrait ses enfants entre 1 et 2 heures, 1 fois par mois).

Il convient également de souligner que les différents éléments produits à savoir, plusieurs tickets de caisse (achats de vêtements pour enfants e.a.) ainsi que 5 versements d'argent à la mère des enfants durant son incarcération, afin de démontrer qu'il s'occupe de ses enfants d'un point de vue financier ne sont pas de nature à établir l'existence d'une dépendance financière telle que sans cette aide, ses enfants ne verraient pas leurs besoins essentiels satisfaits.

En outre, le droit de séjour des enfants reste garanti par la présence de leur maman, madame [X.](NN : 87.[...]) et, en conséquence, les enfants ne sont pas obligés de quitter la Belgique vu l'absence d'un lien de dépendance tel qu'ils ne pourraient rester sur le territoire suite à l'éloignement de monsieur ;

Considérant, que la présence de ses enfants n'a pas empêché l'intéressé de commettre des faits répréhensibles, il a donc lui-même mis en péril l'unité familiale par son comportement délictueux imposant de ce fait à son ex-épouse d'assumer seule la charge quotidienne de leurs enfants ;

Considérant ses liens avec son pays d'origine, l'intéressé a vécu une grande partie de son existence au Maroc (au minimum jusqu'à ses 20 ans), pays où il a reçu la totalité de son éducation avant son arrivée sur le territoire belge. Il y a d'ailleurs encore de la famille, notamment ses parents, déclare y avoir travaillé et en parler la langue. En conséquence, il ne peut prétendre que ses liens sociaux, culturels et linguistiques avec son pays d'origine soient rompus ;

Considérant en outre que l'article 8, §2 de la Convention européenne des Droits de l'Homme autorise l'ingérence de l'autorité publique dans le droit au respect de la vie privée et familiale lorsque l'ordre public, la sécurité nationale ou la sante publique le requièrent ;

Considérant que la menace est telle que les intérêts familiaux et personnels de l'intéressé ne peuvent en l'espèce prévaloir sur la sauvegarde de l'ordre public;

Au vu des éléments précités, la demande de séjour introduite le 22/04/2021 est refusée au regard de l'article 43 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique, de la violation « [d]e l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : CEDH) ; des articles 7 et 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lu isolément et à la lumière des articles 2, 3 et 9 de la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant adoptée le 20 novembre 1989 ; des articles 40 ter, 43, 45 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, le séjour,

l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : loi du 15 décembre 1980) ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; des principes de bonne administration, plus particulièrement du principe du raisonnable, de minutie, de proportionnalité, de prudence et de précaution, de l'obligation de procéder avec soin à la préparation d'une décision administrative en prenant connaissance de tous les éléments pertinents de la cause, du défaut de motivation et de l'erreur manifeste d'appréciation ».

Dans une première branche, la partie requérante soutient que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation adéquate de la décision quant à l'application de la notion de « raisons d'ordre public et de sécurité nationale ». Elle indique que la partie défenderesse se fonde exclusivement sur l'existence d'une seule condamnation, prononcée en 2016 par la Cour d'appel, à une peine de sept ans d'emprisonnement, à l'interdiction des droits visés à l'article 31 du Code pénal et à une confiscation, pour des faits de trafic de stupéfiants et de faux en écriture, et reproche plus précisément à la partie défenderesse de ne pas avoir examiné de manière adéquate la question de l'actualité du danger qu'elle serait censée présenter. Se référant en particulier à l'article 45 de la loi du 15 décembre 1980, après avoir relevé que la partie défenderesse a souligné « la constance » et la répétition de son comportement infractionnel, sur une période allant de 2009 à 2015, ainsi que l'atteinte grave à la sécurité publique que représente le trafic de stupéfiants, elle soutient que le raisonnement adopté par la partie défenderesse revient à considérer qu'elle représentera un tel risque *ad vitam aeternam* car elle a commis des faits graves. A ce sujet, elle fait valoir que la question n'est pas de savoir si la partie requérante a commis des faits graves mais si elle présente encore actuellement un danger, qu'elle avait transmis différents éléments d'informations à l'appui de sa demande, et notamment un courrier par lequel elle faisait valoir qu'elle vivait en liberté depuis deux ans suite à la libération conditionnelle qui lui avait été accordée, qu'elle avait démontré être capable de respecter le dispositif conditionnel qui lui a été imposé, que son incarcération et les conséquences très importantes de celle-ci sur sa vie familiale, à savoir son divorce et l'absence de vie quotidienne avec ses enfants, ont « marqué un tournant dans sa vie », qu'elle a entrepris de nombreuses démarches pour se réinsérer dans la société (formations, recherches d'emploi et de logement), qui se sont d'ailleurs concrétisées. Elle ajoutait de plus n'avoir aucun lien avec le milieu délinquant dans lequel elle évoluait avant son incarcération.

Elle reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de ces éléments dans son analyse de l'actualité de la menace, qui ne peut se résumer à la commission de faits graves dans le passé.

Elle ajoute qu'elle a entamé un suivi psychologique, dont elle avait également informé la partie défenderesse en temps utile, et que le Tribunal de l'application des peines a estimé qu'elle ne présentait pas de risque de récidive en cas de libération conditionnelle, et que ceci serait au demeurant confirmé dans les faits.

S'agissant des efforts effectués sur le plan professionnel, elle indique que la partie défenderesse les évoque dans un passage de la motivation dans lequel elle se concentre sur la gravité des faits commis, sans analyser la question de l'actualité de la menace, et sans tenir compte du suivi psychologique, de l'emploi rémunéré, de la libération conditionnelle ainsi que de l'absence de commission de nouvelles infractions.

3. Discussion.

3.1. Sur la première branche du moyen, le Conseil observe que la décision de refus de séjour attaquée se fonde sur l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980.

Cette disposition, telle que remplacée par l'article 24 de la loi du 24 février 2017, entrée en vigueur le 29 avril 2017, modifiant la loi du 15 décembre 1980 « *afin de renforcer la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale* », et modifiée par la loi du 8 mai 2019, est libellée comme suit :

« § 1er. Le ministre ou son délégué peut refuser l'entrée et le séjour aux citoyens de l'Union et aux membres de leurs familles:

1° lorsqu'ils ont eu recours à des informations fausses ou trompeuses ou à des documents faux ou falsifiés, ou lorsqu'ils ont eu recours à la fraude ou à d'autres moyens illégaux qui ont contribué à l'obtention du séjour;

2° pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique.

§ 2. Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre une décision visée au paragraphe 1er, il tient compte de la durée du séjour du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille sur le territoire du Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine ».

Ladite disposition doit être lue conjointement avec l'article 45 de la loi du 15 décembre 1980, lequel prévoit notamment ce qui suit :

« § 1er. Les raisons d'ordre public, de sécurité nationale et de santé publique visées aux articles 43 et 44bis ne peuvent être invoquées à des fins économiques.

§ 2. Les décisions visées aux articles 43 et 44bis doivent respecter le principe de proportionnalité et être fondées exclusivement sur le comportement personnel du citoyen concerné de l'Union ou du membre de sa famille.

L'existence de condamnations pénales antérieures ne peut à elle seule motiver de telles décisions.

Le comportement du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille doit représenter une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société. Des justifications non directement liées au cas individuel concerné ou tenant à des raisons de prévention générale ne peuvent pas être retenues.

Aux fins d'établir si le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille représente un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale, le ministre ou son délégué peut, lors de la délivrance de l'attestation d'enregistrement ou de la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union et s'il le juge indispensable, demander à l'Etat membre d'origine et, éventuellement, à d'autres Etats membres des renseignements sur les antécédents judiciaires de la personne concernée. Cette consultation ne peut pas avoir un caractère systématique.

[...] ».

Les travaux préparatoires de la loi du 24 février 2017, susmentionnée, indiquent qu'« *Etant donné que les notions de "raisons d'ordre public ou de sécurité nationale", de "raisons graves" ou de "raisons impérieuses" sont tirées d'actes européens, il y a lieu de les interpréter conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice.* [...] » (Doc. Parl. Ch., 54, 2215/001, Exp. Mot., p. 23.).

Dans un arrêt, rendu le 31 janvier 2006, la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après: la CJUE) a rappelé sa jurisprudence constante en la matière, selon laquelle « *le recours par une autorité nationale à la notion d'ordre public suppose, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble social que constitue toute infraction à la loi, d'une menace réelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société (affaire C-503/03, point 46)* ».

Il importe dès lors à l'autorité de démontrer que, par son comportement personnel, l'intéressé constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société. Dans la même affaire, la CJUE a également rappelé que « *l'existence d'une condamnation ne peut être ainsi retenue que dans la mesure où les circonstances qui ont donné lieu à cette condamnation font apparaître l'existence d'un comportement personnel constituant une menace actuelle pour l'ordre public (point 44)* ».

Le Conseil rappelle enfin que, dans le cadre du contrôle de légalité qui est le sien, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

L'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. La décision doit, toutefois, faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Cette obligation de motivation formelle n'implique pas la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par le

demandeur, mais lui impose de répondre, par l'acte lui-même, aux arguments essentiels de ce dernier, fût-ce de façon implicite mais certaine.

3.2. En l'espèce, la partie requérante conteste qu'elle représentait, au jour de l'acte attaqué, une menace pour l'ordre public, et fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte d'éléments pertinents à cet égard, qu'elle avait en outre expressément invoqués dans un courrier communiqué en temps utile à la partie défenderesse.

3.3. La partie défenderesse ne conteste pas dans sa note d'observations que la partie requérante avait notamment fait valoir auprès d'elle les différents éléments invoqués par cette dernière dans son courriel du 22 avril 2021, mais soutient qu'il en a été tenu compte dans une note de synthèse, et qu'en tout état de cause, elle a conclu au caractère actuel de la menace grave pour l'ordre public que présente la partie requérante en reproduisant le passage suivant de la motivation : *« une certaine constance et une répétition dans la durée des faits dont l'intéressé s'est rendu coupable sur une période assez longue. Le jugement mentionne supra fait en effet mention d'une période infractionnelle allant du 1er décembre 2009 au 17 novembre 2015. Un tel comportement ne permet pas de considérer que l'intéressé s'est amendé, au contraire il démontre comme l'indique le jugement précité « l'incrustation du prévenu dans ce type de trafic » »*.

Elle soutient que la motivation de l'administration témoigne à suffisance de l'analyse du caractère actuel et grave de la menace que présente la partie requérante pour l'ordre public en ayant en outre souligné l'évolution criminelle de cette dernière, le fait que celle-ci a persévéré dans son comportement délictueux après la naissance de ses enfants, comportement auquel seule son incarcération a permis de mettre fin. Elle se réfère ensuite à un arrêt précédemment prononcé par le Conseil au sujet de la partie requérante, reproduisant de larges passages faisant écho aux considérants de l'arrêt rendu par la Cour d'appel, en insistant sur le risque concret de récidive qui avait alors été relevé et sur la particularité de la criminalité que présente le trafic de stupéfiants en bande organisée, concluant que la partie défenderesse ne s'était pas contentée de faire état d'une condamnation.

3.4. Le Conseil observe que la partie défenderesse ne s'est pas contentée de faire état de la condamnation encourue par la partie requérante en 2016, ni même de la gravité de la peine prononcée, mais a également précisé le rôle que la partie requérante a joué dans le trafic de drogue auquel elle a participé, la longueur de la période infractionnelle retenue, et l'évolution du rôle de la partie requérante en son sein, malgré l'existence d'une famille, sans que ceci soit contesté par la partie requérante.

Toutefois, à la suite de la partie requérante, le Conseil observe que la partie défenderesse n'a pas tenu compte des différents éléments, invoqués par cette dernière en temps utile afin d'établir son amendement depuis la condamnation par la Cour d'appel, à savoir le jugement du Tribunal de l'application des peines, la preuve de suivi de formations, de contrats de travail, d'obtention d'un logement, dans le cadre de son appréciation de la menace que pouvait représenter la partie requérante pour l'ordre public au jour de l'acte attaqué et ce, alors même que les derniers faits dataient du mois de novembre 2015, et qu'elle était libre depuis environ deux ans, sans que de nouveaux faits lui aient été reprochés, selon l'état du dossier administratif déposé.

Le Conseil observe en particulier que, dans ce courrier d'avril 2021, la partie requérante faisait valoir que *« les nombreuses démarches [...] effectuées démontrent sans conteste sa volonté de tourner la page des faits commis avant 2015. L'ancienneté des fait ainsi que le comportement d[u requérant] depuis ces événements indiquent que ce dernier ne constitue, à l'heure actuelle, pas un danger pour l'ordre public. Par ailleurs, le tribunal de l'application des peines a considéré que le risque de récidive était absence, ou en tout cas non significatif, de telle sorte qu'il ne constituait pas une contre-indication légale à l'octroi de la libération conditionnelle »*.

Force est de constater que la partie défenderesse n'a pas répondu à ces arguments dans l'acte attaqué, alors même qu'ils avaient trait à la menace qu'elle pouvait représenter pour l'ordre public.

S'agissant de la référence à la note de synthèse effectuée dans la note d'observations, outre le fait qu'elle n'est pas de nature à combler la lacune de motivation formelle ainsi constatée, celle-ci n'est en tout état de cause pas pertinente en l'espèce dès lors que ladite note, après avoir relevé le caractère « assez ancien » des faits commis, indique que selon le jugement du Tribunal de l'application des peines, le risque de récidive est « quasiment nul », et concluait à la nécessité d'actualiser la situation s'agissant du risque pour l'ordre public.

Le Conseil estime également que les considérations qui motivent l'arrêt de la Cour d'appel sur le risque de récidive ne suffisent pas à elles seules à motiver la décision au sujet de la dangerosité que pourrait présenter la partie requérante pour l'ordre public, au vu de l'amendement invoqué par la partie requérante depuis cette condamnation, tel qu'invoqué par la partie requérante.

Il résulte de ce qui précède que la décision attaquée n'est pas suffisamment motivée quant à la menace réelle, actuelle et suffisamment grave à l'égard d'un intérêt fondamental de la société que représenterait le requérant, dès lors qu'elle ne rencontre pas des arguments essentiels de celui-ci pouvant avoir une influence sur l'appréciation de la partie défenderesse à ce sujet.

Partant, la première branche du moyen unique est fondée, en ce qu'elle est prise de la violation de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, au regard des exigences des articles 45 de la loi du 15 décembre 1980, dans les limites exposées ci-dessus, ce qui doit conduire à l'annulation de l'acte attaqué.

3.5. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prise le 20 octobre 2021, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre février deux mille vingt-trois par :

Mme M. GERGEAY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY